

Aux Médias,

Lausanne, le 14 septembre 2026

Communiqué de presse : Plus question d'attendre après ce sinistre été caniculaire !

L'été touche à sa fin, les températures retombent doucement, la pluie fait peu à peu son retour : le risque d'amnésie collective est grand ! Face à la violence des épisodes de canicules, de sécheresse et de grêle qui se sont enchaînés, il n'est pas question de passer outre les conséquences sur notre agriculture nationale, et le changement de modèle qui s'impose. Trois événements politiques nous donneront l'occasion de le rappeler.

Coalition “Pas d'étés à 50°C” et manifestation les 19 et 25 septembre. Uniterre, de même que plus de 130 d'organisations à travers la Suisse, s'est ralliée à l'appel de la Coalition et en a co-signé le manifeste. L'organisation paysanne sera donc présente les 19 et 25 septembre prochain et marchera pour faire entendre sa colère. Il s'agit de ne pas oublier l'intensité de ce que l'on vient de vivre collectivement : si les canicules ont mis les citoyen·nes à rude épreuve, les exposant à des températures hors-normes et parfois dangereuses, le milieu agricole, travaillant quotidiennement avec les cycles naturels, l'a subi encore plus durement. Uniterre n'a pas attendu cet été catastrophique pour agir : avec plusieurs autres plaignant·es, nous avons [déposé plainte](#) en 2024 contre la Confédération pour inaction climatique. Nous sommes dans l'attente d'une décision imminente du Tribunal fédéral.

Le travail à l'extérieur et sous serre soumis à des chaleurs insupportables, la sécheresse qui amplifie la charge d'arrosage et oblige même certain·es producteur·ices à descendre leurs bêtes de l'alpage prématurément, voire à les abattre, faute d'eau et de fourrage en quantité suffisante, l'impossibilité d'aménager ses horaires face à la charge de travail démultipliée, les précipitations extrêmes – pluies diluviennes, grêle, inondations – destructrices des cultures, l'effondrement des rendements de nombreuses productions – patates, carottes, betteraves, oignons, maïs etc. – causant un manque économique considérable voire fatal, la pression toujours plus forte des ravageurs, ... Tout cela est loin d'être anodin pour l'agriculture suisse, son avenir et les personnes qui en vivent, comme en témoigne Yves Batardon, membre du comité d'Uniterre, dans une [vidéo réalisée sur le sujet](#). Insupportable, donc, d'entendre le conseiller fédéral en charge de l'environnement Albert Rösti affirmer sans détour sur la RTS (Forum, 26 août 2026) que la faillite d'une partie des exploitations est inévitable, car “c'est finalement le marché qui décide ce qu'il se passe”, renvoyant les agriculteur·ices à leur condition d'entrepreneur·euses, et le problème à une source bêtement managériale et de responsabilité individuelle.

Face à cela, il est donc urgent de rappeler qu'il n'y aura pas de “retour à la normale” et qu'il faut malheureusement s'attendre à ce que de telles conditions se généralisent si des actions

politiques à la hauteur des enjeux ne sont pas entreprises. Nous renvoyons à ce titre à [la proposition d'Uniterre pour une politique agricole 2030+ résolument en faveur des paysan·nes](#).

Ouverture de la consultation sur la PA30+. Le Conseil fédéral a lancé, le 2 septembre dernier, la procédure de consultation sur la Politique agricole à partir de 2030 (PA30+). Nous disposons donc de trois mois pour réagir au projet, et défendre les intérêts d'une agriculture paysanne, réellement durable économiquement, socialement et environnementalement. Les enjeux d'agenda politique sont de taille : à l'issue d'un été duquel les paysan·nes ne sortent pas indemnes, il faut pouvoir montrer combien la tendance réaffirmée de faire disparaître les fermes de petite et moyenne taille, souvent plus diversifiées et résilientes, au profit d'exploitations de plus en plus grandes, est une aberration politique. L'Office fédéral de l'agriculture propose ainsi de réhausser les UMOS de 0,2 à 0,5 pour l'obtention des paiements directs, ce qui menace l'existence de pas moins de 2116 domaines, comme [le soulignent nos amis de l'Association des petits paysans](#). Cela s'ajoutera à l'amputation délibérée du budget agricole total de 123 millions de francs, qui verra les moyens d'une réelle transition revus à la baisse. Face aux conséquences délétères du dérèglement climatique, aujourd'hui plus que jamais tangibles, nous condamnons la direction que semble vouloir prendre la prochaine politique agricole, largement insuffisante – voire dommageable – à nos yeux.

Initiative pour une alimentation sûre. Entre ces deux vents de tempête, la population suisse sera amenée à se prononcer sur l'initiative pour une alimentation sûre le 27 septembre prochain, pour laquelle [Uniterre laisse la liberté de vote](#). L'occasion de rappeler que si nous sommes perplexes quant à la forme de l'initiative – les modalités de mise en application et le délai imparti de 10 ans – nous rejoignons toutefois le fond – la nécessité de changer de modèle agricole et de végétaliser davantage l'agriculture, en privilégiant les fermes en polyculture-élevage. D'un point de vue stratégique, il est essentiel de s'assurer que le rejet probable de l'initiative ne conforte en aucun cas la direction prise par la PA30+, et ne remette pas en cause la nécessité de trouver d'autres voies alternatives, tangibles et existantes.

Contacts

Martine Gerber, membre du comité (FR) : biomemey.bex@gmail.com, 079 262 85 45

Yves Batardon, membre du comité (FR) : yves@mermiere.ch, 078 622 95 26

Alyssia Patenaude, secrétaire politique (FR) : a.patenaude@uniterre.ch, 078 915 60 69